



Sommaire

Edito	p. 2
Interview	p. 4
Article	p. 6
Article	p. 8
Article	p. 10
Article	p. 11

Carnet de route

La politique migratoire hongroise et l'influence de l'Union Européenne

Graham Hill
Promotion 3
Juin - Décembre 2005

l'école des métiers de l'information . cfd

Edito

La précarité d'une ONG hongroise

C'est une maxime bien connue parmi les employeurs, bien qu'elle ne soit pas souvent dite : une main-d'oeuvre précaire est une main-d'oeuvre plus facile à manipuler.

Est-il possible que l'Union Européenne, consciemment ou non, se serve de la même logique afin de garder plus de contrôle sur les activités des ONG qu'elle finance dans leurs activités de la protection d'asile et l'intégration des migrants dans des Etats Membres ?

Il est vrai que Menedék, une association hongroise qui se dit un „fournisseur de service” pour les migrants qui sont dans trois camps différents en Hongrie et pour les réfugiés qui cherchent du travail et du logement, pense tellement au financement que les questions profondes politiques se posent rarement dans les réunions. Or, il est aussi vrai que pour arriver à penser d'une manière plus politique, il faut pouvoir penser d'une manière globale, ce qui exige qu'on se sent assez sûr avec sa position pour pouvoir commencer à penser plus loin que sa propre survie.

À la fin d'Octobre, Menedék a eu une réunion pour expliquer au personnel qu'ils ne savent pas combien de leurs projets sera financés par le European Refugee Fund l'année prochaine. Il est possible qu'aucun soit financé, ce qu'implique le licenciement de toute l'équipe des travailleurs sociaux qui s'occupent des activités dans les camps et ceux qui travaillent pour l'intégration des réfugiées à Budapest. Ou il est aussi possible qu'un seul projet sera financé, un

programme des activités autour de la nourriture, car il est tellement cher qu'il n'y aura pas assez pour les autres et parce que (je pense) Menedék dépose des projets à droites et à gauches en cherchant de l'argent qui assurera la continuation de leurs activités. Ou il est aussi possible que Menedék aura assez d'argent pour garder tout le monde et en plus il prendra la responsabilité de toutes les activités dans un des camps et donc leur personnel grandira. En tout cas il y a environ la moitié des gens de l'association qui ne savent pas s'ils auront ou non un emploi à Menedék à partir de janvier 2006.

J'imagine que l'Union Européenne maintient un discours qui n'est pas loin du celui du Medef et qui insiste sur l'efficacité de la concurrence entre des associations pour pouvoir assurer le meilleur projet et pour pouvoir assurer la rigueur du travail des gens qui gèrent les projets. Il est bien possible que si on leur donnait des postes plus stables, le personnel de Menedék deviendrait semblable au stéréotype du fonctionnaire en profitant de tous leurs comforts et en essayant de faire le moins effort, mais j'en doute. Ce qui est certain à Menedék c'est qu'il n'y a pas de discussion sur le raisonnement politique de leur décision de s'occuper en partie de la gestion des camps, et je pense qu'une des raisons se trouve dans le fait qu'une telle discussion implique une vision plus globale de la situation politique. Une vision qui exige la possibilité de regarder l'avenir avec un peu de sûreté. Cette discussion apparaîtrait, par exemple, absurde maintenant car tous les gens qui s'occupent des activités dans les camps se demandent s'ils vont être au chômage dans deux mois. Ils veulent d'abord savoir s'ils seront là dans deux mois.

Cette situation arrange bien les autorités de l'état à l'office de migration à Budapest et des officiels de l'UE. De toute manière il serait assez facile pour l'UE de guider -- voir dicter -- les décisions

des travailleurs de cette association car c'est l'UE qui finance leurs travaux. Or, lorsqu'en plus ces emplois sont gardés dans un état si précaire qu'une association ne sait pas si elle sera coupée en deux après deux mois ou pas... cela est trop de pouvoir pour l'acteur qui, dans cette situation, en a déjà tout.

Graham Hill

Paris le 2 décembre

***Récolter de l'information sur
l'instrumentalisation de système d'asile et de
gestion de migration hongroise et la situation
difficile d'une hongrois dans ce processus »***

*Graham, qui est parti avec le GISTI travailler avec
Menedék à Budapest, est interviewé par Cristina
Mecerreyes*

Quel est le profil des personnes qui sont au centre de réception où tu as travaillé et quelles attentes ont-ils?

Les gens au centre sont tous des demandeurs d'asile dont les cas sont toujours en train d'être décidé, ou des gens avec statut de réfugié, ou encore des gens qui a reçu un statut de protection humanitaire. Ils viennent de partout dans le monde. Il y a beaucoup des pays africains, des pays d'Asie centrale, de la Russie, de l'Ukraine et des pays de l'ex-Yougoslavie. La plupart entre eux n'ont pas le but de s'installer en Hongrie car les possibilités de travail sont extrêmement limitées, la barrière de langue est la importante et il n'y a pas un réseau des communautés des migrants comme autre part en Europe. Mais une fois qu'il se trouve dans le système hongrois, ils savent qu'il sera difficile d'aller légalement dans d'autres pays dans l'Union Européenne, et donc ils essayent souvent de s'intégrer en Hongrie. Ils espèrent alors un statut de réfugié qui leur facilitera un peu le recherche du travail et qui leur donnera un statut légal pour rester en Hongrie. Seulement vers 5% des demandeurs reçoit ce statut, et malheureusement il est très difficile, même pour les gens avec statut d'asile de surmonter la barrière de langue et la méfiance de l'inconnu des employeurs pour trouver un emploi. Le résultat est

que la plupart entre eux espèrent quand même continuer leur voyage autre part en Europe, légalement ou pas.

Comment tu as vu les relations entre les gens qui travaillent dans le centre et les migrants ?

Il y a évidemment une grosse division eux-nous dans le centre. Même des travailleurs sociaux qui sincèrement veulent le mieux pour les migrants se sentent à la merci d'une politique qui vient de beaucoup plus haut. Comme, du coup, ils se trouvent souvent dans la situation d'expliquer pourquoi ils ne peuvent rien faire pour les aider, ces gens représentent quand même le visage du système oppressif. Les employés se ne mêlent pas souvent avec les migrants. À part les trois travailleurs sociaux, les gens qui travaillent au centre ne parlent que le hongrois et donc souvent la communication avec les gardiens ou des cuisiniers est presque impossible. Comme il y a des catégories des gens dans le centre, migrants et pas migrants, ça été difficile pour moi aussi de ne pas être identifié un peu avec le système qui les opprime.

Comment as-tu vu les relations entre l'association pour laquelle tu travaillais et l'état par rapport à la politique ?

Les relations entre Menedék et l'état sont très compliquées. L'état et, derrière l'état, l'Union Européenne sont responsables pour une politique qui ne sert pas les intérêts des gens pour lesquels Menedék travaille, les migrants. Mais, en même temps, les financements pour une association comme Menedék sont difficiles à trouver et du coup l'association dépend beaucoup sur l'état qui distribue l'argent de l'Union Européen pour financer les projets et les salaires de Menedék. D'après moi, l'Union Européenne et l'état exploitent la situation financière précaire des ONG comme Menedék pour

pouvoir jouer un rôle important en définissant les projets de Menedék.

Qu'est-ce que cette expérience t'a apporté pour tes projets professionnels et personnels ?

L'expérience m'a confirmé la gravité de la situation des migrants en Europe tout en rendant la complexité de la situation plus claire. Je pense que le système marche surtout avec des politiques et des pratiques qui ne sont pas visibles par la population. Je veux continuer à travailler pour que ces politiques et pratiques deviennent visibles. Je n'ai pas une solution miracle à proposer, mais je veux que les décisions politiques qu'on prend et les conséquences réelles qu'ils ont sur des gens soient au moins conscientes.

Quelles difficultés as-tu rencontrées ?

La langue hongroise. Pas facile. Sinon, ça n'a pas toujours été évident avec l'association car elle travaille d'une manière qui n'est pas trop politisée. J'avais prévu de travailler sur la recherche politique, et, à la fin, j'ai réalisé que l'association fait surtout du travail social. Comme ce travail est défini par les contrats et le financement de l'état et l'Union Européenne comme l'association avec laquelle je suis parti, le GISTI, travail en mettant en question la politique migratoire de l'Union Européenne, le partenariat n'a pas pu être établi. Je me suis servi de la mission du coup pour récolter et analyser l'information sur l'instrumentalisation de système d'asile et de gestion de migration hongroise et l'implication des ONG hongrois dans le processus.

Article 1

Quel rôle pour la Hongrie en définissant une politique migratoire hongroise ?

11 août 2005 par Graham Hill

« L'Union européenne a toujours besoin des pays dont elle peut se servir » m'explique une hongroise qui va me louer une chambre dans un immeuble immense qui doit dater du début de la période communiste. Voilà le rôle de la Hongrie. Elle n'est pas experte des questions migratoires ni de la politique européenne elle est photographe. Elle est un peu cynique face aux personnes qui demandent en insistant : « la vie est-elle meilleure en Hongrie maintenant qu'elle fait partie de la Union ? ». Elle m'explique que pendant les hivers qui sont assez rudes à Budapest, elle voit autant des gens qui essaient de rentrer dans la cour de son immeuble la nuit, autant des gens qui finissent par mourir du froid, comme avant.

J'ai aussi passé une autre soirée en compagnie d'une juriste polonaise qui travaille avec une association qui aide les demandeurs d'asile en Pologne. C'était le 16 juillet et l'Institut Français de Budapest avait organisé une soirée (deux jours plus tard) pour fêter la prise de la Bastille avec des feux d'artifices qui ont été juste un petit peu moins impressionnants que ceux de Paris. Quand je lui ai expliqué que je voulais comprendre le système d'asile en Hongrie, elle m'a souhaité bonne chance. "Nous ne comprenons pas nous même notre propre système" m'a-t-elle dit.

Peut-être parce que c'est un système assez récent par rapport à d'autres pays européens. Mais c'est probablement aussi parce que c'est un système qui se construit non pas à partir d'une volonté

politique propre aux Polonais mais à partir des institutions et des politiques mises en place comme on construit un "patchwork" en essayant de répondre aux exigences européennes. Elle a pu seulement me dire que le système d'asile est bien pire depuis que l'Union Européenne a commencé à s'y intéresser. Le nombre de personnes qui ont une vraie chance d'obtenir l'asile a dramatiquement baissé ainsi que le nombre de personnes qui a accès à la protection humanitaire. Les conditions dans les camps sont pires car il y a beaucoup plus de personnes qui sont renvoyées depuis l'Allemagne, l'Angleterre, etc. dans le cadre de la Convention de Dublin et la directive européenne des normes minimums de détention établit des règles minimums qui tendent plus vers des conditions dégradantes que celles qui avaient été mises en place auparavant. Du coup, les autorités polonaises, selon cette juriste, se disent 'bon, faisons comme ça si la directive nous dit qu'on peut'.

La même tendance semble exister en Hongrie. Le nombre des personnes qui reçoivent une sorte de protection (asile ou statut temporaire) a baissé d'environ 5000 mille unités du début et milieu des années 90 à environ 100 ou 200 unités vers la fin des années 90. Certes, il faut prendre en compte la fin du conflit en Bosnie cependant il y a toujours eu beaucoup des demandeurs d'asile. De plus, seulement 7% du budget européen consacré aux questions migratoires servira à construire le système d'asile et la grande majorité de ces fonds seront destinés au renforcement de la surveillance des frontières, aux nouveaux équipements pour vérifier de faux papiers d'identité, etc.

La semaine prochaine, je pars avec les collègues de Menedék pour un Summer Camp 2005. Tous les ans, ils organisent un Camp d'été d'une semaine pour des enfants réfugiés qui viennent de trois centres différents en Hongrie. C'est évidemment mieux que rien pour des

enfants qui s'ennuient à mourir dans ces centres, 51 semaines par an, mais d'un autre côté cette histoire me rend triste et pas seulement à cause de l'ironie linguistique. Ces enfants sont amenés de Bicske Camp à Summer Camp. Même si les activités menées par Menedék (le camp pour les enfants et formation fait avec des travailleurs sociaux dans des centres de détention et des gardiens des frontières), sont organisées avec de bonnes intentions, est-ce la meilleure réponse possible à la situation actuelle ? Cela ne permet-il pas un système qui ne fonctionne pas à la base et avec lequel personne n'est d'accord dès le départ de se renforcer ?

Mais que pouvons-nous attendre d'une association qui a besoin de UNHCR pour financer un tiers de ses activités et des financements de l'Union Européenne (comme Phare) pour financer le reste. L'UE n'a-t-elle jamais laissé la place aux Hongrois pour créer leurs propres idées, fixer leurs propres objectifs. Peut-être la volonté hongroise a été mise de côté dans le processus de formation d'un système d'asile national ? Menedék n'arrête pas de faire des appels pour un système compréhensif d'asile et de gestion de l'immigration. Mais comment veux-tu qu'un pays forme un système compréhensif s'il ne part pas avant tout des volontés et des intérêts (déjà extrêmement divers sans doute) qui le caractérise. De toute évidence, les institutions de l'Union européenne n'ont jamais vraiment voulu laisser le travail de la construction d'une politique d'asile hongroise aux hongrois, car, par exemple, c'est dans l'intérêt des pays fondateurs de l'Union que la Hongrie exige des visas pour les personnes en provenance d'Ukraine et des pays de l'ex Union Soviétique. Même si les Hongrois se plaignent des effets négatifs économiques et politiques avec ses voisins. L'Union dit qu'elle veut aider les nouveaux pays adhérents à construire leurs systèmes de gestion de l'immigration et leurs politiques d'asile. Or si la Hongrie n'arrive pas à construire un système cohérent, si une juriste polonaise

ne comprend pas le fonctionnement du système polonais et si les associations comme la Menedék (et d'autres que je ne connais pas encore car je suis ici depuis peu...) souffrent un peu d'une crise identitaire, c'est parce que l'UE ne les a pas aidés à créer une politique hongroise ou polonaise, mais elle les a aidés à créer une politique européenne qui ne défend pas les intérêts et les volontés des Hongrois ou des Polonais.

En lisant des articles sur la gestion des frontières j'ai remarqué que les mêmes services qui ont été responsables de la surveillance du rideau de fer sont toujours responsables de la surveillance des mêmes frontières. Ils s'inquiètent toujours des fuites vers l'ouest, c'est juste que maintenant ils protègent les intérêts des institutions centralisées et bureaucratiques de l'Ouest plutôt que des intérêts des institutions centralisées et bureaucratiques de l'Est. Derrière la question, « alors ça va mieux maintenant que vous êtes dans la Union européenne ? » Il y a une attente d'entendre le soulagement des citoyens hongrois de ne plus être sous le contrôle du communisme et d'avoir finalement accès à la liberté économique et autre de l'ouest. Mon propriétaire, au moins, semble être un peu déçu de voir que son pays continue à servir les intérêts qui ne lui sont pas propres

Article 2

Frontex and EU Border Control Trends

At the end of June another EU institution was quietly inaugurated into existence [1]. Frontex, an agency based in Warsaw, has a mission statement that includes among other things the coordination of the collaboration between Member States on border control, assistance in the training of border guards, the promotion of research projects and technological developments that are relevant to border surveillance and the support of Member States in the organisation of joint return operations (i.e. charters). Envisioning the concrete manifestations of Frontex's activities represents a challenge, however, as there is little information at public disposal.

From the 18th to the 20th of October 2004 the European Commission Directorate General for Research organised a conference on the research that is pertinent to border control [2]. The introductory remarks given by EC directors of the JHA and the Directorate General for Research as well as the hosting Slovenian authorities' of the Ministry of the Interior, almost all made reference to the new agency that was about to come into existence. The remarks seem to find consensus in the view that the agency represents an opportunity to define common EU border control standards on practices and equipment. For this reason and because research and technology promotion represents one of Frontex's primary activities, a closer look at the ideas put forward during this two-day workshop may offer a clearer conception of the sorts of manifestations and actions that lie behind an official discourse that emphasises such vague concepts as „burden sharing” and „interoperability”.

Different means of border control including bio-metric information on passports, visas, etc. were obviously discussed and the advantages of fingerprinting over facial or iris recognition debated. Yet other potential technological developments in the field of border control and surveillance were also discussed ; developments that aim at a less visible and more pervasive system of surveillance and control at the borders. Several proposals were made, for example, to begin to undertake border surveillance from above. Authorities agreed upon the advantage of exploring the potential of UAVs in border surveillance. UAVs are unmanned aerial vehicles and there apparently are a large variety of such aircraft on the market that could potentially be employed to survey movement across borders from above. From even further above, according to the EC DG of energy and transport, “Space technologies will offer a helping hand : with the start of EGNOS and GALILEO system, and with the existing GPS, movements of vehicles on land, in air and at sea can be tracked accurately”. A polish border guard also noted at the workshop that aircraft are used more and more in every day surveillance measures. Such aerial and spatial measures are undoubtedly employed for the sake of efficiency, but they also render the EU border less visible in addition to increasing the control.

Fortress Europe comes up several times in the discourse of different EU authorities during this October workshop. Authorities acknowledge that EU citizens do not want to have the impression that they are living behind a new sort of iron curtain, and they acknowledge that, whilst the restriction of the movement of persons across borders is of utmost importance to the creation of a secure Europe, impeding the movement of products across borders would be bad for business.

Thus, in order to address the often voiced concern that Europe is turning into a guarded fortress, the EU and state authorities at this workshop do not propose alleviating restrictive control measures and surveillance mechanisms, but they seem rather to be searching for ways to make them invisible through the use of technology such as UAVs, satellite tracking, GPS and shared databases of information collected from biometric identification mechanisms on passports and visas. Government authorities would have in place means to control the movement of persons across borders without the inconvenience of their citizens being aware of the mechanisms that might otherwise make them feel as though they were living inside a fortress.

The dilemma that a Fortress Europe presents to EU authorities is also in part represented by the EC DG of External Relations' maxim "Security cannot be at the expense of commerce just as commerce cannot be at the expense of security". A meeting of the Southeast European Cooperative Initiative, which involves authorities in non-member and Member States in the south-eastern region of Europe who work on border security, illustrates the priority that the free movement of market goods receives within border control institutions [3]. The meeting took place with the aim of installing greater international railway cooperation in order to achieve smoother and more efficient market goods delivery. The Declaration on the Development of Combined Transport in the SECI Region that resulted from this meeting contains agreements on working towards the integration of the European railway network and co-operation to achieve a harmonised Pan-European, Trans-European rail network all in the name of the endorsed concept of "railways without borders". La liberté de la circulation is thus a principle that is pursued in the name of the free movement of products and it is in this sense that EU and Member State authorities worry about the creation of a Fortress Europe.

Other beautiful words such as "harmonisation", "unification" and "integration" scatter the discourse of the authorities at the October research conference. Such words are used in reference to the cooperation between different national and international authorities and institutions that aims more efficient border control. We will probably have to wait for the Frontex agency's mission statement, but assuming that the border control research and technology workshop in October does offer some indication, I would offer the following working draft : "The harmonious collaboration of institutions toward the unification of control mechanisms in order to render the means of division and exclusion less visible and to make them applicable to persons rather than products".

Article 3 Summer

Je suis revenu un peu épuisé du camp d'été qui a duré une semaine. J'étais avec 62 enfants. 2/3 d'entre eux venaient de deux centres de réception et un tiers habitait à Budapest après avoir obtenu, eux et leur famille, l'asile. Les enfants parlent plus le hongrois qu'autre chose et donc la conversation était souvent un peu limitée. Mais il y avait quelques enfants avec qui j'ai pu discuter un peu plus. Le principe du camp d'été est de donner une semaine de loisirs à ces enfants qui ont peu d'opportunités de voyager et de s'amuser. On s'est bien amusé, mais il n'y avait pas de place pour une discussion autour de leurs situations, de comment ils vivent etc. Ils sont tous très forts en ping-pong car ils ont des tables dans les camps et ils s'y jouent des heures entières. Ils voulaient tous savoir si j'avais rencontré le rappeur 50 cent et si eux aussi pouvaient le rencontrer s'ils allaient aux Etats-Unis. Il y avait de fortes différences (argent, état d'esprit, même au niveau de l'organisation comme l'arrangement des chambres etc) entre les enfants qui ont un statut et qui vivent à Budapest et ceux qui sont dans les camps. Je n'ai pas pu discuter de façon très détaillée avec eux pour des raisons de langue et aussi car ils ont été un peu réticents à cela. J'avais l'impression aussi qu'ils voulaient venir au camp d'été pour oublier tout ça ; jouer au baseball et nager dans la rivière.... et donc je n'ai pas trop insisté. Beaucoup d'entre eux en ont marre. Ce qui est sûr, c'est qu'ils veulent le plus souvent aller autre part (Londres, l'Allemagne, les Etats-unis pour aller aux fêtes de 50 cent).

Article 4

Mapping EU Migration Control

EU migration control practices and instruments are less and less visible. Working in opposition to restrictive migration management, then, necessitates rendering the instruments, practices and the logic behind them visible.

While the ability to see is a universal human attribute, to watch another person entails the exertion of power. The domination involved in the act of watching has been described numerous times in many different disciplines, from the description of the male gaze in feminist film theory to Michel Foucault's association of surveillance techniques to disciplinary practice. As we cannot always bear witness to the visual encounters that occur between persons, visual representations serve to testify to the power dynamics that exist in specific acts of watching. In evoking the difference between the act of locating and that of being located, maps also serve to illustrate the manifestation of power in acts of surveillance.

The exertion of power in acts of watching is also present in the surveillance practices that border guards undertake in attempt to control the movement of human beings into national territory. I had the opportunity recently to visit a border control facility on the Hungarian-Romanian border where I saw some of the equipment that border officers employ in the surveillance of the border. I was introduced to several different computer screens and their operators. One screen displays the outlined shape of objects inside vehicles through the use of x-ray lasers, while another screen displays the results of database searches of criminal records and documented

immigration proceedings in other European states. About 100 metres behind the buildings where passport control and vehicle inspection take place, a large iron tower rises above the surrounding trees and buildings. On top of this tower a heat sensitive camera surveys the area around the official car, truck, train and foot passenger crossing points and the "green border" zone that surrounding the crossing point. The camera renders images that allow the identification of a human body, night or day, at a distance of up to 4 kilometres. Similar cameras are employed in up to 18 patrolling mobile van units in the border district. The cameras are also linked to a GPS system, which allows their operators to precisely locate objects on a map that also displays the location of the field officers patrolling the region. When a border guard captures a migrant on the screen of his thermal camera, the GPS program provides the precise location of the migrant and the guard can click on a yellow man icon next to the map on the computer screen in order to mark the migrant's location. The border guard can then follow the migrant's movement in the cornfields by manipulating the yellow man on his computer screen with the mouse. Meanwhile, the operator of the system keeps his patrolling colleagues, indicated with red man icons on his computer screen, informed as to the whereabouts of the migrant.

I spoke with the one of the supervisors of the border control operations, who told me that, currently, and particularly as a result of new surveillance mechanisms, arresting migrants who attempt to cross the border illegally has become a rather routine procedure. Some migrants make their way across the border zone through tall cornfields that would appear to provide sufficient cover, especially at night. They are, however, routinely spotted by one of the operators of the heat-sensitive cameras. After a border official identifies a migrant in the border zone, he locates them on the map and, using the computer program, positions a few officers in

strategic locations on the other side of the cornfield and watches the yellow man approach the red men on the computer screen.

One of the officers showed me taped thermal camera video footage of two undocumented migrants who were looking for a passage over a fence and then through the trees at 2 am in the morning. Meanwhile, a border control officer, sitting in a van two kilometres away, was watching. He manipulated his night vision camera in order to determine the precise location of the migrants on his GPS map and to co-ordinate the arrival of the patrolling officers at the precise time that the migrants tapped on the car window of their smuggler.

That migration policies and practices emerge from and reinforce existing power relations -- between nations and between individuals and institutions -- is not a new revelation. It is certainly not new to states in Eastern and Central Europe where border control once created the political divide between East and West. There is, however, a striking difference between the current border control practices in Europe and those that existed in Eastern and Central Europe during the iron curtain era. During the iron curtain era the mechanisms of border control were intentionally made visible because their functioning was to a large extent dependant upon the intimidation that the imposing presence of armed guards, watchtowers and concrete walls inspired. Border control practices undertaken by the European Union over recent years, on the other hand, aim to achieve more efficient means of control through mechanisms that are less visible to the population that they target and to citizens of Member States in general. The heat-sensitive camera/GPS mapping system is a good example of how very efficiently monitored and tightly controlled cornfields appear to be nothing more than cornfields to the migrants who make their way

through them and to the people who live around them. This mapping system is only one of many mechanisms that aim for a more absolute surveillance of the movement of human beings across borders, while, at the same time, rendering their functional operation invisible to the persons whom the mechanisms target and to the civilian population in general. Body heat sensors and machines that identify respiration and the beating of a human heart are employed in routine checks all along the borders of the EU. Extensive international database networks are also systematically used to verify a migrant's history of previous criminal infractions and legal immigration proceedings conducted in other European countries. The Schengen Information System II, the adoption of which is required for the adhesion of new Member States, represents the culmination of attempts to compile a Union-wide database that documents criminal histories and migratory movements of those who enter the EU. The information in this database will undoubtedly be attached to biometric identification information (fingerprints, facial scans, iris scans, etc.) in the near future. Finally, the projected use of technological innovations in aerial surveillance, such as Unmanned Aerial Vehicles and satellite surveillance equipment would mean the surveillance of European borders being conducted from far overhead [1].

The use of border surveillance mechanisms that increase control while decreasing visibility has rather serious implications for those who are concerned about the rights of migrants. Because the practices of control and surveillance are enabled or at least enhanced by their lack of visibility, it has become necessary for opposition groups to begin to conduct surveillance of the mechanisms of surveillance, to collect and diffuse as much information as possible about border control policies and procedures that are currently in place. Such practice undermines the logic of power of surveillance

mechanisms that depend on the precept that only one of the actors in a visual encounter is doing the watching, that only those who are responsible for creating and operating the surveillance and control mechanisms see the information displayed on the computer screen. Such practice renders visible the operational functions of mechanisms of surveillance that are intended to go unnoticed in the eyes of both the persons that they target and the public in general. Migreurop, a network of researchers and NGOs that aims at defending the rights of migrants who are subjected measures of control and surveillance, has undertaken just such a project. It has collected information about the camps around Europe that serve as migrant detention facilities. In response to existing migration control and surveillance mechanisms in Europe that tend toward less visibility at the same time that they increase control, the network works toward increasing the visibility of the mechanisms of control that the EU employ. Migreurop, thus, chose to document the information in the form of a map, which was printed in newspapers, magazines and journals, because the map makes visible some of the practices and institutions that are intended to remain far from the public's eye.

While the camps that are used to detain refugees throughout Europe are not invisible, they are usually kept more or less out of sight. They are located behind closed doors in airports, within border control facilities, in abandoned military barracks, rural locations removed from urban centers or on small coastal islands. If decreasing the visibility of the instruments of migration control increases their capacity to function, then working in opposition to increasingly restrictive EU migration management policies entails rendering visible the technologies and the practices that serve these policies. In uncovering the instruments of migration policy, e.g. the camps for foreigners and the heat sensitive cameras/GPS mapping

system, a logic is exposed that is different to the one constructed in the political discourse of the EU authorities. Mapping the camps that are used around Europe to detain migrants and documenting European border surveillance strategies reveals a migration management logic that privileges both the prevention of migrants' access to EU territory and the detention of migrants in order that they can be easily located and easily deported at the expense of the rights of refugees that are outlined in the Geneva Convention. However, because the instruments are not very perceptible, neither is the logic. Thus, as long as the instruments remain hidden, both the authorities and the citizens of the EU are excused from acknowledging the conflict between their restrictive migration policies and the principles that they endorsed in signing the Geneva Convention.